



Kanaky : et maintenant ?

Le troisième referendum prévu par les Accords de Nouméa s'est tenu ce 12 décembre. **Tout le monde savait depuis des semaines que la population Kanak, la première concernée, n'y participerait pas.** C'est ce qui s'est passé : globalement, le taux de participation a chuté de moitié, passant de 85,69% à 43,9% ; dans la province des Îles, il est de 4,5%, dans celle du Nord de 16,6%. Dans ces conditions, les 96,5% de Non à l'indépendance n'ont guère de sens. Cela n'a pas empêché Macron, dans son discours d'après referendum, de présenter cela comme le « choix de la population de Nouvelle-Calédonie » !

- **L'Etat colonial français a renié sa parole** : le Premier ministre E. Philippe s'était engagé sur une organisation vers septembre 2022.
- **L'Etat colonial français a méprisé les forces associatives, syndicales, politiques et coutumières Kanak** qui, depuis des semaines, avaient signalé qu'il n'était pas possible de tenir ce referendum dans des conditions normales. Le peuple Kanak est en période de deuil suite aux nombreux décès dus au Covid et les conditions sanitaires ne permettaient pas l'organisation d'une campagne électorale.
- **L'Etat colonial français soutient les partisans de la Kanaky française** qui veulent tirer un trait sur les Accords Matignon-Oudinot et de Nouméa. De fait, il provoque le peuple Kanak et va à l'encontre des processus de paix et de décolonisation qui sont liés. Dans son discours d'après referendum, Macron a confirmé

Le [Collectif Solidarité Kanaky](#), agit en France, au sein de l'Etat colonial. Nous ne parlons pas et ne décidons pas à la place du peuple Kanak. Nous faisons connaître la réalité coloniale, les combats menés en Kanaky et organisons la solidarité internationale. La [Lettre ouverte du peuple Kanak au peuple de France](#), cosignée par le Front de Libération National Kanak et Socialiste (FLNKS), le Comité Stratégique indépendantiste de non-participation (CSINP), le groupe UC-FLNKS et Nationalistes, le groupe, l'Union Nationale pour l'indépendance (UNI), le Parti travailliste (PT), la Dynamique Unitaire Sud (DUS), la Dynamique Autochtone (DA), les Nationalistes, le Sénat coutumier, l'Union Syndicale des Travailleurs Kanak Exploités (UST-KE), est un document particulièrement éclairant.

En maintenant le referendum alors que le contexte ne le permettait pas, l'Etat colonial français n'a rien réglé. Le droit à l'autodétermination du peuple Kanak, colonisé depuis 168 ans, demeure !

contact@solidaritekanaky.fr



Nous nous rassemblons au sein du collectif Solidarité Kanaky afin d'appuyer les luttes du peuple kanak ; notamment, les mouvements associatifs, syndicaux ou politiques qui agissent pour le droit à l'autodétermination des Kanak, pour l'indépendance de Kanaky. Nous combattons le colonialisme. Notre objectif est de faire connaître et comprendre la situation coloniale qui est celle de Kanaky, d'informer sur les luttes menées sur place, de soutenir les mouvements indépendantistes locaux. Cette action s'inscrit dans un cadre internationaliste et anticolonialiste global.

----- Organisations membres du Collectif Solidarité Kanaky -----

Mouvement des Jeunes Kanak en France, Union Syndicale des Travailleurs Kanak et des Exploités (en France), Union syndicale Solidaires, Confédération Nationale du Travail, Sindicatu di i Travagliadori Corsi, Ensemble !, Nouveau Parti Anticapitaliste, Parti des Indigènes de la République, Parti Communiste des Ouvriers de France, Pour une Ecologie Populaire et Sociale, Union Communiste Libertaire, Ni guerre ni Etat de guerre, Association Survie, Fédération des Associations de Solidarité avec Tou-te-s les Immigré-e-s, Front Uni des Immigrations et des Quartiers Populaires, Union Pacifiste.